

Communauté de Communes



## REGLEMENT DE LA REDEVANCE SPECIALE

## COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS ASSIMILÉS AUX DÉCHETS MÉNAGERS

Délibération DEL2023\_057 du conseil communautaire du 15 juin 2023

Mis en ligne le 05/09/2023 à 11h45

REÇU EN PREFECTURE

le 29/06/2023

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-014-200069516-20230615-DEL2023\_057

## Préambule

La communauté de communes Seules Terre et Mer finance le service public d'élimination des déchets par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Elle a la possibilité d'instituer la redevance spéciale conformément à l'article L.2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette redevance spéciale est destinée à financer la collecte et le traitement des déchets assimilés aux ordures ménagères produits par le commerce, l'artisanat ou d'autres activités tertiaires.

La redevance spéciale a été instituée par délibération n° 2017-08 du 14 janvier 2017.

## CHAPITRE 1 – OBJET DU REGLEMENT DE LA REDEVANCE SPECIALE

### Article 1 : Financement du service

La redevance spéciale a pour objectif de financer le service public rendu aux professionnels et d'établir une équité entre les usagers : les professionnels participent à hauteur du service rendu et les ménages paient ce service au travers des impôts locaux.

### Article 2 : Cadre et conditions générales d'application

Le présent règlement a pour objet de définir le cadre et les conditions générales d'application de la redevance spéciale : il détermine notamment la nature des obligations que la communauté de communes Seules Terre et Mer et les producteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères s'engagent à respecter dans le cadre de la contractualisation de leur relation.

### Article 3 : Signataires de la convention

Sur la base de ces dispositions générales, une convention particulière, annexée au présent règlement, est conclue entre la communauté de communes Seules Terre et Mer et chaque producteur recourant au service public d'élimination afin de préciser le contenu et l'étendu des engagements réciproques.

## CHAPITRE 2 – NATURE DES DECHETS SOUMIS OU EXCLUS DU REGLEMENT DE LA REDEVANCE SPECIALE

### Article 4 : Déchets visés par le règlement de la redevance spéciale

Il s'agit des déchets assimilés aux ordures ménagères résiduelles (OMr) produits par des campings, entreprises, commerces et artisans et collectés en porte à porte.

La notion de « déchets assimilés » est définie par la combinaison de trois critères :

- l'origine des déchets : campings, entreprises, commerces et artisans,
- la nature des déchets : ils doivent avoir les mêmes caractéristiques que les ordures ménagères (OMr),
- les quantités produites ne doivent pas soumettre le service d'élimination à des sujétions techniques particulières.

Les déchets d'activité visés sont les suivants : déchets de restauration et alimentaires (jusqu'au 31 décembre 2023), balayures résultant de l'entretien des sols, métaux ferreux et non ferreux, les fûts métalliques dont le volume est compatible avec les capacités des bacs de collecte mécanisée et en tous les cas un volume égal ou supérieur à 770 litres (0.77 m<sup>3</sup>) par semaine.

### Article 5 : Déchets exclus du champ d'application du règlement de redevance spéciale :

Déchets exclus non collectés par STM :

- les déchets inertes (déblais gravats),
- les déchets verts (taille de haies, d'arbres, tontes de pelouse, déchets de jardin, de bois),
- les encombrants (électroménager, literie),
- les huiles de vidange,
- les batteries, les piles,
- les déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés,
- les déchets de restauration et alimentaires (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024),

Déchets exclus collectés en apport volontaire ou en porte à porte (sacs ou bacs jaunes) par STM :

- le verre (bouteilles, bocaux, pots sans bouchons ni couvercles)
- les papiers
- les journaux
- les magazines
- les emballages métalliques
- les plastiques

La communauté de communes Seules Terre et Mer se réserve le droit d'inspecter à tout moment le contenu et le volume des bacs présentés à la collecte.

### **CHAPITRE 3 – PRODUCTEURS ASSUJETTIS OU EXONERES DE LA REDEVANCE SPECIALE**

#### **Article 6 : Producteur assujettis à la redevance spéciale**

Sont assujettis à la redevance spéciale : les entreprises, les commerçants et les artisans implantés sur les communes le territoire de la communauté de communes Seules Terre et Mer qui décident de recourir au service public de collecte et de traitement des déchets assurés par la communauté de communes Seules Terre et Mer pour l'élimination de leurs déchets d'activité tels que définis à l'article 4.

Sont également assujettis à la redevance spéciale les communes adhérentes pour les déchets visés à l'article 4 issus des campings municipaux.

#### **Article 7 : Producteurs exonérés de la redevance spéciale**

Sont dispensés de la redevance spéciale :

- Les établissements assurant l'élimination de leurs déchets par tout moyen conforme à la réglementation en vigueur
- Les établissements produisant un volume égal ou inférieur à 770 litres (0.77 m<sup>3</sup>) par semaine.

#### **Article 8 : Nouveaux producteurs**

Le producteur de déchets qui souhaite recourir au service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés adressera un courrier à la communauté de communes Seules Terre et Mer – 10 place Edmond Paillaud – 14 480 Creully-sur-Seules.

Un rendez-vous sera pris avec un agent de la collectivité pour fixer le nombre de bacs en adéquation avec les besoins et établir la convention particulière. La date prise en compte pour le calcul de la redevance sera celle correspondante à la livraison des bacs, une fois la convention retournée signée.

### **CHAPITRE 4 – CONDITIONS DE PRESENTATION DES DECHETS A LA COLLECTE**

#### **Article 9 : Les conditions de présentation**

Les déchets sont présentés à la collecte dans des containers adaptés à la collecte mécanisée. Dans un souci d'hygiène et de propreté, les déchets sont mis en sacs fermés et déposés à l'intérieur des containers.

Le remplissage des containers est réalisé de façon qu'ils ne débordent pas et que le couvercle ferme facilement sans compression du contenu. Le compactage des déchets est interdit. De ce fait, à compter de trois avertissements pour compactage, les containers ne seront plus collectés.

Le producteur est tenu de placer les containers, la veille au soir, extérieurement sur la voie publique, sur une aire accessible à la circulation des poids lourds en marche normale.

Le producteur doit veiller au bon état de ses containers et assurer périodiquement leur lavage, le graissage/ dégrillage des roues et leur désinfection.

## CHAPITRE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES

### Article 10 : Obligations de la Communauté de communes Seules Terre et Mer

Pendant la durée de la convention, la communauté de communes Seules Terre et Mer s'engage à :

- assurer la collecte des déchets du producteur tels que définis à l'article 4 et présentés conformément à l'article 6.
- assurer l'élimination de ces déchets conformément à la réglementation en vigueur.

### Article 11 : Obligations du producteur

- s'équiper de containers normalisés et agréés par la communauté de communes Seules Terre et Mer pour la collecte de ses déchets,
- respecter les conditions de présentation des déchets à la collecte visées au chapitre 4,
- respecter l'obligation de tri à la source des déchets d'emballages prévue dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, s'acquitter de la redevance spéciale selon les modalités fixées à l'article 14,
- fournir sur demande de la communauté de communes Seules Terre et Mer tous les documents ou informations nécessaires au recouvrement de la redevance,
- avertir la communauté de communes Seules Terre et Mer de tout changement pouvant intervenir (changement d'adresse, de propriétaire, de gérant, fin d'activité, liquidation...).

## CHAPITRE 6 – CALCUL ET PAIEMENT DE LA REDEVANCE SPECIALE

### Article 12 : Calcul de la redevance spéciale

Un agent de la communauté de communes Seules Terre et Mer identifie, avec le producteur, le nombre et le volume de containers nécessaires à présenter à chaque collecte afin de pouvoir éliminer ces déchets. **La collectivité se réserve le droit de vérifier le nombre de bacs sortis par le producteur et de rectifier le volume si nécessaire.**

Sur la base du volume hebdomadaire identifié, un volume forfaitaire annuel est calculé (qui peut prendre en compte une variation annuelle de l'activité).

La redevance due est basée sur le volume forfaitaire présenté et collecté annuellement ainsi que sur les tarifs en vigueur. **Toute non-présentation du container ne donnera pas lieu à un dégrèvement de la redevance spéciale.**

Prix : chaque année, une délibération du conseil communautaire fixe les modalités de calcul de la redevance au m<sup>3</sup> nets et sans taxes.

La redevance est calculée par rapport au volume du bac en litres, du nombre de passage hebdo, du nombre semaine d'activité et du tarif.

Ces tarifs sont applicables de plein droit, après information du producteur, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant à cet effet.

### **Article 13 : Prise en compte de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères -TEOM - TEOMi**

Pour les producteurs exonérés de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, le montant de la redevance spéciale sera celui fixé par délibération tel que défini au présent chapitre.

Pour les producteurs assujettis à la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères :

- si le montant de la T.E.O.M. versé l'année précédente est supérieur ou égal au coût du service rendu, la redevance spéciale n'est pas considérée comme due,
- si le montant de la T.E.O.M. versé l'année précédente est inférieur au coût du service rendu, le producteur acquitte la différence entre le coût du service rendu et le montant de la T.E.O.M.

Le producteur a la charge de faire connaître à la communauté de communes Seules Terre et Mer, au plus tard le 31 janvier de chaque année et sans que cela lui soit rappelé, le montant de la T.E.O.M. qu'il a acquitté l'année précédente. Un justificatif du paiement de la T.E.O.M. devra être obligatoirement produit (copie de l'avis d'imposition sur le foncier bâti).

A défaut, il acquittera la somme correspondant au coût du service rendu.

### **Article 14 : Recouvrement**

Une facture sera établie le 30 juin et le 31 décembre de chaque année et adressée au producteur. Celui-ci devra s'acquitter du montant de la redevance spéciale auprès du Trésor Public de Bayeux. Ce versement devra être effectué dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

## **CHAPITRE 7 – DUREE DES CONVENTIONS CONCLUES ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SEULLES TERRE ET MER ET LES PRODUCTEURS DE DECHETS ASSIMILES**

### **Article 15 : Durée des conventions**

Les conventions entre la communauté de communes Seules Terre et Mer et les producteurs de déchets assimilés sont conclues pour une année civile (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre).

A l'expiration de ce délai, les conventions sont prorogées par tacite reconduction par période d'un an.

## **CHAPITRE 8 – REVISION DES CONVENTIONS**

### **Article 16 : Révisions**

Tout changement concernant la prestation de collecte réalisée (fréquence, jours, ...) fera l'objet d'une information préalable du producteur.

La communauté de communes Seules Terre et Mer devra être informée par courrier des modifications intervenues concernant l'activité poursuivie, son lieu d'exercice, la nature des déchets produits et plus généralement tout élément susceptible d'influer sur l'exécution de la convention.

## CHAPITRE 9 – RESILIATION DES CONVENTIONS

### Article 17 : Résiliation

Les conventions peuvent être résiliées à tout moment par le producteur, par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 1 mois avant la date d'effet. Celui-ci devra alors justifier obligatoirement soit la cessation de son activité au lieu d'enlèvement, soit le recours à une entreprise prestataire de service pour l'élimination de ses déchets.

La communauté de communes Seules Terre et Mer peut mettre fin à la convention pour tout motif d'intérêt général. En cas d'inexécution par le producteur de ses obligations et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 30 jours, la convention sera résiliée de plein droit.

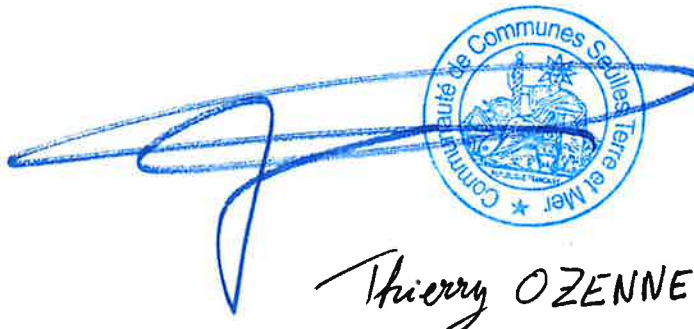
En cas de liquidation judiciaire, la convention sera réputée résiliée à la date de la liquidation.

## CHAPITRE 10 – LITIGES

A défaut de tout accord amiable, les litiges seront soumis au tribunal administratif territorialement compétent qui est :

Tribunal Administratif de Caen  
3-5 rue Arthur LEDUC  
B.P. 25086  
14050 CAEN Cedex 4  
02 31 70 72 72

*Le Président de SEULLES  
TERRE et MER*



*Thierry OZENNE*

Mis en ligne le 05/09/2023 à 11h45

**REÇU EN PREFECTURE**  
le 29/06/2023

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-014-200069516-20230615-DEL2023\_057